

Lycées professionnels, la menace se précise

Une émouvante tribune patronale sur la chance offerte aux alternants, quelques milliards du plan de relance pour sauver l'apprentissage, il ne manquait plus qu'un bon rapport institutionnel pour ficeler le tout. C'est chose faite. Dans un rapport d'audit, sobrement intitulé Conséquences financières de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle, l'Inspection générale des finances (IGF) et celle des affaires sociales (IGAS) se livrent à un exercice de haute voltige : comment transformer un déficit abyssal en un satisfecit prometteur. A leur décharge, la commande était claire, « avancer des recommandations propres à améliorer la trajectoire financière du système, en étant compatibles avec l'esprit de la réforme ». Autrement dit, trouver des pistes pour faire des économies, favoriser l'apprentissage et au passage piller la formation professionnelle et les lycées professionnels.

Le constat est pourtant sans appel. Avec un déficit déjà épongé de 2,5 milliards en 2020 et une prévision de presque moins 5 milliards d'ici 2023, France compétences, la créature à libéraliser la voie professionnelle de Mme Pénicaud, n'y arrive pas. Rien de grave pour la mission, une progression de 16% d'apprentis l'an dernier suffit à transformer un effet d'aubaine induit par les aides financières en changement structurel. Et peu importe la crise et les ruptures de contrats, tout cela finira par passer. D'autant plus que l'Éducation nationale fait tellement d'économies grâce à l'apprentissage qu'il est proposé de lui transférer l'équivalent de 1650 ETP !

Pour la FNEC FP-FO tout cela est inacceptable. Le gouvernement crée à coup de milliards les conditions artificielles pour imposer l'apprentissage et offrir une main d'œuvre subventionnée aux entreprises, il détourne les missions historiques des LP afin de les affaiblir et leur retirer des moyens.

A l'heure de la relance, la FNEC FP-FO dénoncent cette politique du tout apprentissage et demandent qu'afin d'assurer leurs missions les moyens soient donnés aux LP, seuls lieux où sont véritablement formés les jeunes travailleurs et les citoyens de demain.